



Communication & Influence

N°167 - Juin 2025

Quand la réflexion accompagne l'action

La désinformation vue par l'AASSDN, l'Amicale des Anciens des Services Spéciaux de la Défense Nationale : le décryptage d'Henri Pinard Legry

Pourquoi Comes ?

En latin, comes signifie compagnon de voyage, associé, pédagogue, personne de l'escorte. Société créée en 1999, installée à Paris, Toronto et São Paulo, Comes publie chaque mois Communication & Influence. Plate-forme de réflexion, ce vecteur électronique s'efforce d'ouvrir des perspectives innovantes, à la confluence des problématiques de communication classique et de la mise en œuvre des stratégies d'influence. Un tel outil s'adresse prioritairement aux managers en charge de la stratégie générale de l'entreprise, ainsi qu'aux communicants soucieux d'ouvrir de nouvelles pistes d'action.

Être crédible exige de dire clairement où l'on va, de le faire savoir et de donner des repères. Les intérêts qui conditionnent les rivalités économiques d'aujourd'hui ne reposent pas seulement sur des paramètres d'ordre commercial ou financier. Ils doivent également intégrer des variables culturelles, sociétales, bref des idées et des représentations du monde. C'est à ce carrefour entre élaboration des stratégies d'influence et prise en compte des enjeux de la compétition économique que se déploie la démarche stratégique proposée par Comes.

"La désinformation est une arme de guerre, de basse comme de haute intensité. Elle n'est pas nouvelle mais dispose à présent de moyens technologiques infiniment plus puissants et bénéficie d'une connaissance plus fine des vulnérabilités du cerveau humain, qu'aux origines de l'Histoire." Ainsi le général (2S) Henri Pinard Legry présente-t-il le solide dossier que l'Amicale des anciens des services spéciaux de la Défense nationale (AASSDN – dossier disponible sur <https://aassdn.org/boutique/>) vient de consacrer dans son numéro de mai dernier à la désinformation. Le rôle de celle-ci est capital, car "les actions de désinformation ciblent en priorité les responsables politiques, ceux qui prennent les décisions stratégiques de long terme. Mais également des relais d'opinion qui participent à la diffusion des informations et à l'imprégnation du narratif souhaité par l'adversaire."



Dans l'entretien qu'il a accordé à Bruno Racouchot, directeur de Comes Communication, le général Henri Pinard Legry - qui maîtrise bien ces questions, notamment pour avoir été sous-directeur exploitation à la DRM (Direction du renseignement militaire) - souligne que "la désinformation revêt aujourd'hui une dimension stratégique majeure pour imposer une analyse des événements, en vue de servir les intérêts nationaux des très grandes puissances".

Mon général, l'AASSDN vient de publier en mai un important dossier consacré à la désinformation. Qu'est-ce que la désinformation ? Quels sont ses objectifs ? Par quels moyens se répand-elle ?

La désinformation est une arme de guerre, de basse comme de haute intensité. Elle n'est pas nouvelle mais dispose à présent de moyens technologiques infiniment plus puissants et bénéficie d'une connaissance plus fine des vulnérabilités du cerveau humain, qu'aux origines de l'Histoire.

Ses objectifs ? La désinformation, par la diffusion de fausses informations ou d'informations tronquées, cherche à faire

adopter à la cible (individu, groupe...) une attitude, favorable au camp du désinformateur, éventuellement à infléchir sa pensée, à faire évoluer sa perception, sa compréhension d'une situation donnée. L'analyse provoquée, voire modifiée ou encore inversée, la vision nouvelle et le narratif ainsi développé, relayé, d'une situation, conduira à renforcer le camp de la source. Par ailleurs, elle peut créer un doute sur les capacités personnelles d'appréciation et à provoquer un trouble, une perte de confiance en ses propres moyens de la cible, ce qui contribuera à l'affaiblir. Elle conduit inévitablement à une



forme de soumission à la pensée dominante pour les plus influençables.

Les actions de désinformation ciblent en priorité les responsables politiques, ceux qui prennent les décisions stratégiques de long terme. Mais également des relais d'opinion qui participent à la diffusion des informations et à l'imprégnation du narratif souhaité par l'adversaire. Comme pour l'individu, ces actions ont pour conséquence d'affaiblir la cohésion de la nation, de discréditer des responsables, des partis ou mouvements, en particulier ceux qui s'opposent à cette désinformation. Elles ont aussi pour objectifs et conséquences à faire s'affronter les concitoyens les uns aux autres, et à culpabiliser un pays en en donnant une image biaisée, partielle et honteuse suscitant la réprobation voire la haine. L'efficacité d'une action de désinformation passe par la convergence des messages qui donnent l'impression de provenir de plusieurs sources indépendantes mais qui, en fait, ne proviennent que d'une source unique.

Quant aux moyens, tous les canaux de communication peuvent être utilisés : radio, TV, journaux, films, et ces

dernières années, les fulgurants réseaux sociaux. Ces supports apportent des informations incomplètes, des explications orientées, biaisées, partiellement erronées mais aussi partiellement exactes. Ces informations sont données de façon suave, non brutale, pour ne pas déclencher de réaction vigoureuse... et saine.

La désinformation est initiée, conduite et entretenue par un adversaire, voire un ennemi, généralement un Etat ou un mouvement subversif s'appuyant

La masse des informations déversées quotidiennement et en continu sature les esprits, réduit les capacités d'analyse et l'esprit critique, empêche de hiérarchiser les faits et d'identifier les incohérences.

sur les "Services". Ceux-ci utilisent des relais afin de masquer leur signature. Il s'agit souvent d'ONG, de fondations ou de proxys étrangers, mais également de collaborateurs et de relais intérieurs, partageant l'idéologie ou les intérêts de l'adversaire. Ils bénéficient généralement d'un soutien financier provenant d'organisations ou d'institutions gagnées à leur cause. Le message visant à désinformer intègre des éléments vrais, facilement vérifiables et des éléments faux très difficiles à identifier. Les mensonges doivent être insinués et inoculés par touches successives. La répétition fréquente et régulière d'analyses superficielles et simplistes des faits donnent l'impression qu'elles sont des vérités, voire des évidences, d'autant que la masse des informations déversées quotidiennement et en continu sature les esprits, réduit les capacités d'analyse et l'esprit critique, empêche de hiérarchiser les faits et d'identifier les incohérences.

Pourriez-vous nous donner des exemples ?

Le nucléaire civil en France a été victime d'une campagne de désinformation largement soutenue par les partis écologistes français et financés partiellement par des fonds allemands en vue de faire perdre à la France son indépendance énergétique, et à son industrie, l'avantage financier que représentait la filière nucléaire française pour la production d'électricité bon marché. Ce dénigrement de la filière nucléaire s'appuyait sur la peur des accidents (Fukushima, Tchernobyl...) et la menace que pouvaient représenter pour les générations futures, les déchets nucléaires à longue durée de vie. Il est aujourd'hui avéré que ces accidents sont

du soit à des fautes humaines de non-respect de procédure, soit à un phénomène climatique non maîtrisable. Les conséquences nucléaires sur la population ont été de niveau faible (50 morts étalés sur le temps pour Tchernobyl) à nul (0 mort pour Fukushima). Mais la peur et le principe de précaution sont passés par là et le gouvernement français a enclenché la marche arrière. Un autre exemple est celui de l'histoire de la France avec l'Algérie, où certains "historiens", ou hommes politiques français mais surtout algériens, tronquent l'Histoire et la racontent d'une façon entièrement à charge contre la France, pour lui faire honte de son passé et expliquer la décrépitude de l'Algérie actuelle.

Enfin, au début du conflit russo-ukrainien, des commentateurs de plateau expliquaient que 95% des missiles tirés par les Russes étaient abattus ou brouillés et "en même temps" affirmaient que les Russes visaient sciemment la population civile. Mais ils s'abstenaient de souligner que les débris des missiles abattus ou brouillés tombaient inévitablement au milieu de la population civile.

Comment contrer la désinformation ?

La désinformation, arme de guerre du quotidien, doit être combattue en permanence. La lutte contre la désinformation passe par une sélection rigoureuse des sources réputées fiables, par une analyse détaillée des faits présentés vrais, mais pas avérés pour autant, par une référence régulière à des sources techniques objectives, citées et référencées, comme s'y astreint le colonel (e.r.) suisse Jacques Baud, dans chacun de ses écrits, par exemple. La diversité de ses sources, une connaissance approfondie des théâtres d'opérations, un esprit rigoureux et critique, font de lui un des meilleurs analystes des grands conflits actuels du Proche Orient et d'Ukraine. Doit alors être menée une critique vigoureuse et argumentée contre des faits prétendument avérés, contre des fausses analyses fondées sur des informations mensongères, biaisées et incomplètes. Il s'agit aussi de dénoncer ouvertement ceux qui, par idéologie ou par intérêt, politique ou financier, les propagent... Il serait sans doute souhaitable d'organiser un groupe d'experts relevant erreurs et mensonges pour intervenir dans certains grands médias ou dans des médias alternatifs pour corriger et si nécessaire dénoncer les propos mensongers de ces collaborateurs, véritables traitres, portant atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation. Enfin, précisons que nos adversaires les plus actifs dans certains domaines sont nos alliés qui défendent leurs intérêts nationaux au détriment des nôtres... Chacun d'entre nous, individuellement doit élargir et approfondir ses connaissances et sa compréhension des grandes questions qui touchent l'avenir de notre pays. Ce doit être fait en s'appuyant sur des données crédibles, objectivement sélectionnées. Enfin il semble important de s'intéresser au parcours professionnel et idéologique des experts de plateaux et de certains conseillers et parlementaires, à leurs liens avec des lobbies, institutions, organisations et certains services étrangers, qui évidemment ne peuvent pas être sans influence sur leurs prises de position.

En conclusion, la désinformation revêt aujourd'hui une dimension stratégique majeure pour imposer une analyse des événements en vue de servir les intérêts nationaux des très grandes puissances. Dans les compétitions et confrontations présentes et à venir entre les nations, l'éducation nationale, la formation intellectuelle, l'esprit critique et le bon sens des citoyens constituent avec la démographie, les éléments clefs dont dispose notre pays pour résister aux actions insidieuses de nos adversaires. ■

EXTRAITS

Désinformation : le dossier

"L'intoxication a pour but de troubler et d'égarer le cerveau de l'adversaire". *La formule figure en Une du dossier Désinformation publié par l'AASSDN en mai dernier, qui offre une large palette d'analyses. Voici les titres des contributions et leurs auteurs, dont certains sont déjà intervenus dans Communication & Influence : L'Histoire et le Renseignement partagent deux grandes caractéristiques : raisonnement par induction et analyse des différences, par Georges-Henri Soutou ; De la méthode scientifique à la résilience informationnelle : analyse critique et lutte contre la désinformation, par Pierre Galzot ; Vive l'influence 3.0, par Bruno Mignot ; La guerre cognitive : le nouveau champ de bataille qui exploite nos cerveaux, par Bernard Claverie ; Nouvelles mécaniques de la désinformation, par Samuel Henry ; La guerre de l'information, par Giuseppe Gagliano ; Les vraies origines de la colonisation française en Algérie, par Michel Klen ; Le SR et l'intoxication : retour sur l'opération Atlas 1, par Jacques de Lajugie ; La "Bleuïte", par Marie-Catherine et Paul Villatoux ; Désinformation au Kosovo en 1999 : le plan "Potkova" (fer à cheval), par Quentin Deurbergue ; L'invasion de l'Irak en 2003. Biais du politique, politisation du renseignement, par Cyril Gelibter ; Guerre de l'information et formatage de l'opinion à l'occasion de la guerre en Ukraine, par Eric Denécé. Ci-après, quelques extraits.*

De la méthode scientifique à la résilience informationnelle : analyse critique et lutte contre la désinformation

"La maîtrise de l'information est devenue une composante centrale des stratégies d'influence déployées par les puissances étatiques et non-étatiques. Loin d'être un phénomène marginal, la désinformation s'inscrit désormais dans un arsenal offensif sophistiqué visant à déstabiliser les adversaires, à polariser les sociétés cibles et à reconfigurer les rapports de force internationaux. Cette guerre informationnelle opère selon des modalités plurielles, exploitant les vulnérabilités cognitives inhérentes à la psychologie humaine et amplifiées par l'architecture des plateformes numériques. Les acteurs géopolitiques majeurs ont parfaitement intégré cette dimension. L'efficacité de ces stratégies repose sur trois mécanismes principaux : la manipulation du débat public par l'exploitation des émotions et des croyances préexistantes ; la création de récits alternatifs visant à semer le doute sur les faits établis ; l'utilisation d'amplificateurs algorithmiques favorisant la propagation virale des contenus polarisants. Ces techniques exploitent systématiquement les biais cognitifs et les mécanismes neurobiologiques qui conditionnent notre perception et notre traitement de l'information. [p. 66]" Pierre Galzot, docteur en médecine, fondateur et ancien Président d'AEMC France et Directeur Général d'AEMC (Holdings) Ltd.

L'influence 3.0

"La scène mondiale actuelle est devenue un vaste théâtre d'ombres où l'influence joue à plein, avec ses cibles, ses relais, ses messages, ses candeurs, ses pressions, ses menaces, ses ruses, ses bluffs et ses fake news. En tant qu'alternative à la force pure, cette influence 3.0 est moins insidieuse que la précédente mais plus corruptrice : l'Europe doit donc savoir la manier avec adresse sinon le système va s'écrouler. C'est l'influence qui a mené les autorités politiques européennes à se mettre au garde-à-vous devant les minorités, c'est elle qui assujettit les peuples à la bien-pensance et réduit d'année en année leur liberté de conscience, c'est l'influence qui règne dans les organisations internationales et intergouvernementales et qui est utilisée pour fragiliser les démocraties, c'est donc l'influence qui sera la solution pour faire sauter les carcans et revenir à une vision du monde conforme à la réalité. Les corps durs ne rentrant que dans les corps mous, il faut utiliser les mêmes armes que nos détracteurs et faire nôtre cette influence 3.0 qui se répand car on ne gagne pas avec un bâton contre une épée. Hier menée dans des salons feutrés, l'influence se fait aujourd'hui en direct devant les médias, notamment lors d'une conférence de presse à Kinshasa ou dans le Bureau ovale à Washington, ou se trame dans le cyberspace, par exemple chez Pravda.network pour désinformer les réseaux sociaux et infecter les logiciels d'intelligence artificielle qui feront demain le jour et la nuit. C'est là qu'est la principale rupture : l'influence a changé de décor et de dimension, il n'y a plus de règles établies, tout peut être colporté, la décence n'a plus cours et c'est à ce cadre 3.0 qu'il faut s'adapter. [p.74-75]" Bruno Mignot. Le général de brigade aérienne (2S) Bruno Mignot est auteur de huit ouvrages dont cinq consacrés à l'influence. Il est intervenu en mai 2024 dans nos colonnes : L'influence par l'amalgame, une arme puissante de guerre informationnelle. https://www.comes-communication.com/files/newsletter/Communication&Influence_n155_mai_2024_Bruno_Mignot.pdf

La guerre cognitive : le nouveau champ de bataille qui exploite nos cerveaux

"La notion [de guerre cognitive, ndlr] est duale, civile et militaire, et on la retrouve aussi sous les termes de *cognitive dominance* ou *cognitive superiority*. Elle a été mise sur le devant de la scène il y a une quinzaine d'années, aux États-Unis. Au départ, elle dénonce les potentialités ouvertes dans le champ de la manipulation par les considérables avancées des sciences de la cognition, et exprime la suspicion de leur mise en pratique par des États ou organisations hostiles. Jusqu'à récemment, les psy-ops (opérations psychologiques) incluant propagande et désinformation, mais aussi le marketing offensif dans le domaine civil, s'appuyaient sur des conceptions assez sommaires des processus cognitifs, encore mal compris. Ces opérations tentaient donc de maîtriser ce qu'elles pouvaient contrôler, à savoir l'information diffusée auprès de l'ennemi, du concurrent ou du consommateur, en espérant ainsi influencer leurs décisions et leurs comportements. Mais le développement des sciences cognitives dites "dures", c'est-à-dire non interprétatives, vérifiables, quantifiables, a changé la donne. En effet, ces disciplines étudient la pensée comme un objet matériel, à partir des points de vue convergents de divers champs de la connaissance : les neurosciences, la linguistique, la psychologie, la philosophie analytique et les sciences du numérique, incluant l'IA. Or, leurs résultats montrent qu'il est possible de cibler précisément les processus cognitifs eux-mêmes, et donc de modifier directement la pensée de l'adversaire. [p.76]" Bernard Claverie, professeur de sciences cognitives à l'Institut polytechnique de Bordeaux et fondateur de l'École nationale supérieure de cognitive.

EXTRAITS

Guerre de l'information et formatage de l'opinion

Décédé en juin dans des circonstances troubles, Eric Dénécé – fondateur et directeur du CF2R, Centre français de recherche sur le renseignement, <https://cf2r.org/> – avait livré une contribution au dossier désinformation de l'AASSDN, portant sur le thème : Guerre de l'information et formatage de l'opinion à l'occasion de la guerre en Ukraine. Décortiquée en 20 points rapidement évoqués ici, elle permet de mettre en lumière les étapes d'une campagne de désinformation. Pour Éric Dénécé, "il est important de mettre en lumière les techniques utilisées par les Spin Doctors de Kiev, leurs conseillers américains et leurs relais médiatiques pour conditionner l'opinion et imposer leur seule version de faits, faire porter l'entière responsabilité de ce conflit à Moscou et neutraliser tout point de vue divergent." Sans nous prononcer sur le fond, il semble utile de voir comment les différentes phases d'une telle opération s'articulent. Démonstration.

"Le conflit ukrainien est de moins en moins lisible en raison du manichéisme qui caractérise les positions des deux camps. Nombreux sont ceux qui s'attachent à détecter et à dénoncer la propagande russe – mais nul ne la conteste, elle est finalement difficilement mesurable pour l'opinion en raison de l'impossibilité d'accéder à ses médias et aux messages qu'ils véhiculent –, personne ne s'intéresse à celle pratiquée par les Ukrainiens et reprise aveuglément par les médias occidentaux que les populations subissent quotidiennement depuis cinq mois [Cette analyse publiée en août 2022 a été reprise par l'AASSDN en 2025, ndlr]. Il est important de mettre en lumière les techniques utilisées par les Spin Doctors de Kiev, leurs conseillers américains et leurs relais médiatiques pour conditionner l'opinion et imposer leur seule version de faits, faire porter l'entière responsabilité de ce conflit à Moscou et neutraliser tout point de vue divergent.

1/ Story Telling - Invention d'une histoire, construction d'une menace, annonce de ce qui va advenir – et qui a été préparé –, mise au point d'un scénario riche en rebondissements afin de maintenir l'opinion sous pression, création d'un "héros" [...] et d'un abominable dictateur [...] à la tête d'une armée barbare [...] **2/ Emotion** - Passionner le débat pour empêcher toute analyse rationnelle. Les exemples sont nombreux : ciblage par l'artillerie russe de zones d'habitation et d'infrastructures civiles, morts d'innocents, massacres horribles (Butcha) et menace de catastrophe nucléaire [...] **3/ Diabolisation** - Poutine = Hitler. Le président russe est un "ignoble tyran" qui veut annexer l'Ukraine et envahir l'Europe. La Russie, c'est le retour de l'URSS, de son totalitarisme et de son expansionnisme... **4/ Culpabilisation** - Les Occidentaux doivent aider massivement Kiev et sanctionner la Russie. Si les Européens n'aident pas davantage l'Ukraine, ils seront les prochains sur la liste. Accusations contre les dirigeants français et allemands. **5/ Matraquage médiatique** - Occuper les antennes et les ondes, capter l'attention des "citoyens". Saturation informationnelle ayant pour double objectif d'empêcher toute réflexion critique et d'imposer un point de vue par la répétition et les images "chocs". **6/ Partialité** - Ce que dit Kiev, victime d'une agression, est vrai et il n'y a pas de raison de le mettre en cause, ni de le vérifier. Ce que dit Moscou est par principe faux, ce n'est que de la désinformation, aucun de ses arguments ne doit être pris en compte. **7/ Refus de prise en compte de l'histoire** - Dissimulation des causes véritables du conflit, des événements historiques y ayant conduit, des responsabilités de l'ensemble des acteurs impliqués et de toute mise en perspective qui pourrait remettre en cause la position de victime de l'Ukraine (Maidan 2014, Donbass 2014-2022) et de donneurs de leçons des Etats-Unis (Cuba 1962, Irak 2003, attitude à l'égard des Îles Salomon 2022, etc.). **8/ Inversion des réalités** - Azov et les autres groupes ultranationalistes ukrainiens, responsables d'exactions documentées dans le Donbass sont des "gentils nazis" – au demeurant soutenus par l'Allemagne [...] **9/ Inventions et mensonges délibérés** - Les exemples sont nombreux : "sacrifice héroïque" des combattants ukrainiens de l'Île aux serpents (qui n'a jamais eu lieu) ; pilote "fantôme" (qui n'existe pas) qui aurait abattu de nombreux avions russes ; vidéo "effrayante" des bombardiers nucléaires Tu-95 russes volant près de la frontière ukrainienne, etc. **10/ Affirmations non étayées** - Accusations dénuées de preuves ou conclusions hâtives : maladie de Poutine, bombardements russes contre la prison d'Olenivka et la centrale nucléaire de Zaporjia, etc. **11/ Grossissement des faits** - Mettre l'accent sur des faits isolés, peu représentatifs – voire peu crédibles –, pour en faire des événements majeurs et leur donner un retentissement sans lien avec leur portée réelle : mouvements d'opposition à la guerre en Russie, désertions de militaires russes, succès des contre-attaques locales ukrainiennes. **12/ Présentation orientée des événements** - Évacuation des russophones du Donbass au prétexte de les protéger de l'invasion russe, alors que l'objectif réel est qu'ils ne rejoignent pas le giron de Moscou [...] **13/ Inversion des accusations** - A l'occasion de la publication du rapport d'Amnesty International qui dénonce les pratiques répréhensibles de l'armée ukrainienne – tout en étant bien plus critique à l'égard de la Russie –, attaque contre cette ONG en l'accusant de faire le jeu de l'agresseur. Les médias occidentaux ne se posent pas la question de savoir si ce rapport est juste, mais s'il sert ou dessert l'Ukraine. **14/ Dissimulation de faits favorables à la Russie** - Ne pas parler de faits ou d'événements qui viennent contrebalancer ou contredire le Story Telling [...] **15/ Dissimulation de faits défavorables à Kiev** [...] **17/ Interdiction** - Impossibilité d'accéder aux chaînes d'information et aux sites internet russes. Dans les médias occidentaux, mise à l'écart de tout commentateur ne répercutant pas le Story Telling diffusé par Kiev. **18/ Naming and Shaming** - Ciblage des commentateurs indépendants qui contestent la version des faits construite par l'Ukraine ou qui mettent en lumière ses contradictions. Disqualification en les traitant de pro-russes, de conspirationnistes et en les désignant à l'opprobre populaire. **19/ Polarisation de l'opinion** - Implication de l'opinion occidentale dans un conflit qui ne la concerne pas directement. Volonté d'en faire un allié et un acteur pour peser davantage sur les gouvernements. Plus de neutralité possible : douter ou être neutre c'est faire le jeu de l'adversaire, être "pro-russe" ; qui n'est pas avec nous est contre nous... **20/ Diversion** - Concentrer l'attention du public sur la guerre d'Ukraine permet également aux Etats-Unis et au Royaume-Uni de faire passer au second plan de l'agenda médiatique la couverture de faits ou d'événements défavorables. [p.110 à 114 - Faute de place, le texte a été raccourci et les notes de bas de page enlevées]"

EXTRAITS

Genèse et vocation de l'AASSDN

Créée en 1953, peu connue du grand public, l'Amicale des anciens des services spéciaux de la Défense nationale (AASSDN) rassemble les Anciens et amis (citoyens français, partageant les buts de l'association et le sens du service de la France) des six Services de Renseignement français (DGSE, DGSi, DRM, DRSD, DRNED et TRACFIN) qui agissent au sein de la communauté nationale du renseignement. Reconnue officiellement et d'intérêt général, indépendante de tout pouvoir politique, philosophique ou syndical, comptant aujourd'hui 1.000 membres répartis sur l'ensemble du territoire national (métropolitain et outre-mer), l'amicale a pour but de cultiver l'histoire et la mémoire des anciens agents morts pour la France, de sensibiliser les Français sur le rôle majeur des services spéciaux et enfin de contribuer à la Défense des intérêts fondamentaux de la Nation. Ci-après, la genèse de l'Amicale par Alain Juillet, qui en est le président, et est bien connu de nos lecteurs pour être intervenu à plusieurs reprises dans Communication & Influence, dont il est un fidèle compagnon de route.

"L'histoire de l'AASSDN est intimement liée à celle du Renseignement français de 1940 à nos jours, sans pour autant oublier le rôle essentiel que le SR chargé du renseignement extérieur et du contre-espionnage, a joué dans l'entre-deux-guerres pour alerter les autorités politiques et militaires françaises sur la menace que représentaient la montée du nazisme puis le renforcement considérable de l'armée allemande. L'AASSDN a été créée en 1953, autour du général Rivet, du colonel Paillole, des généraux Navarre et Schlessler, et d'autres anciens du 5^e Bureau. Elle est née de la volonté des cadres du Contre-espionnage (services statistiques ministériels SSM et travaux ruraux TR), puis de ceux du Service de renseignements (SR), de soutenir au sortir de la guerre les familles endeuillées et les membres des Services meurtris par les conditions de leur combat. L'âme de cette création fut le lieutenant Chantal de Bardies qui avait été la secrétaire du commandant Paillole et du lieutenant-colonel Sérot à Alger. À partir de cette période les professionnels du renseignement issus de ses Services qui continuaient à servir en Indochine, en Algérie, ou à Berlin dans le cadre de la Guerre froide ont rejoint l'Amicale quand ils prenaient leur retraite.

Dans les années 1970, ils ont constaté que la diffusion généralisée d'une version tronquée de l'histoire des services de renseignement français durant la Seconde Guerre mondiale ne prenait en compte que les actions du BCRA. Pourtant, l'action, plus politique, de ce dernier n'avait commencée qu'à la fin de 1942 et le général de Gaulle lui-même avait reconnu dans ses Mémoires la contribution importante du SR français en matière de renseignement jusqu'en 1943. Seul Pierre Nord, avait levé un coin du voile en publiant en 1966 *La guerre du renseignement, mes camarades sont morts*. La direction de l'AASSDN se mobilisa pour rassembler les éléments permettant de comprendre ce que fut le combat clandestin des Services français. C'est ainsi que furent publiés par le colonel Paillole, qui avait géré la liquidation des réseaux à la fin de la guerre, *Services spéciaux, 1935-1945* puis *Notre espion chez Hitler*, et par le général Navarre : *Le Service de Renseignements (1871-1944)*, coécrit avec un groupe d'anciens membres du SR, et *Le Temps des Vérités (1940-1954)*.

Ainsi, l'AASSDN a contribué largement à faire connaître aux historiens le serment du 25 juin 1940 à Bon-Encontre, qui mobilisa l'ensemble du SR français pendant toute la guerre dans son combat contre l'envahisseur. Combat où périrent, dans des conditions souvent atroces, 322 des siennes et des siens, dont les noms sont gravés sur le mémorial de Ramatuelle et dans nos mémoires.

Le temps a permis de rétablir la vérité sur le Renseignement en France durant cette période : opérationnels de l'intérieur et de l'extérieur, qui se différenciaient au départ et dont certains ont travaillé pour les Alliés du *Special Operations Executive* (SOE) britannique ou de l'*Office of Strategic Services* (OSS) américain, se sont retrouvés ensuite dans l'amour de La France et l'opposition absolue aux nazis. Et, progressivement, des opérations réussies par tous ces Services ont influencé le sort de la guerre.

L'AASSDN a suivi l'évolution structurelle du Renseignement. Avant 1939, le contre-espionnage, en liaison avec la surveillance du territoire, et le renseignement civil et militaire, relevaient du Service de Renseignement des Armées (commandé par le colonel Rivet), le fameux "2 bis". Le 27 novembre 1943, de Gaulle a créé la Direction Générale des Services Spéciaux, dans un amalgame qui regroupait le BCRA, relevant de lui, et le SR, relevant initialement du chef des Armées, le général Giraud ; puis, en octobre 1944, la Direction Générale des études et Recherche, qui allait devenir le SDECE.

Après la fin de la guerre 39-45, a eu lieu une fragmentation de l'ensemble par la création de services spécialisés : La Direction de la Sécurité du Territoire (DST) ; le SDECE, le renseignement extérieur ; la Sécurité Militaire, devenue la Direction du Renseignement et de la Sécurité de la Défense (DRSD). Puis fut établie la Direction Nationale du Renseignement et des Enquêtes Douanières (DNRED), suivie plus tard par celle de Tracfin (service de renseignement financier). En 1992, les leçons tirées de la première guerre du Golfe, ont fait mettre sur pied la Direction du Renseignement Militaire (DRM), succédant aux 2^{es} bureaux d'armées et au Centre d'Exploitation du Renseignement Militaire (CERM), en charge du renseignement militaire et d'intérêt militaire pour l'ensemble des forces françaises.

C'est pourquoi l'AASSDN, créée à l'origine pour les anciens du SR, accueille aujourd'hui ceux des six services de renseignement du premier cercle, c'est-à-dire ceux qui sont pilotés par le Coordinateur national du renseignement.

Le renseignement, trop longtemps méconnu ou incompris, est de plus en plus considéré comme essentiel dans un état moderne. Pour sa part, tout en gardant le souvenir de nos Anciens morts en service, l'AASSDN, qui œuvre bénévolement, à l'échelle régionale et nationale, s'est fixé trois axes d'actions : rassembler la communauté française du renseignement ; être une mémoire vivante des services spéciaux français d'hier et d'aujourd'hui ; oeuvrer pour la défense des intérêts fondamentaux de la nation.

Plus nous réunissons d'anciens des services, plus nous compterons d'amis, mieux nous pourrions atteindre ces objectifs, qui visent à valoriser l'action et l'image de tous les services de renseignement français dans l'environnement actuel."

BIOGRAPHIE

Né en 1949, marié (3 enfants), le général Henri Pinard Legry entre à Saint Cyr en 1969 après 2 années de préparation au lycée Saint Louis (Paris). A sa sortie de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr (option sciences) et des écoles d'application de la cavalerie à Saumur et de l'infanterie à Montpellier, il choisit l'infanterie mécanisée avec option Légion. Il est affecté pendant 3 ans dans les forces françaises en Allemagne où il occupe la fonction de chef de section d'éclaireurs dans la CEB de la brigade du général Laurier (3^{ème} brigade mécanisée).

Il rejoint ensuite la Légion étrangère qu'il sert en France et en Afrique pendant 11 ans comme chef de section (formation des élèves sous-officiers), officier adjoint de sécurité, et de compagnie d'engagés volontaires de 1975 à 1978. Il commande pendant 3 années la compagnie d'éclairage et d'appui nouvellement créée du 2^{ème} régiment étranger à Corte/Bonifacio (1979-1982). Il rejoint Djibouti en 1988 où il occupe la fonction de chef du bureau opérations de la 13^{ème} demi-brigade (1988-1990) et est désigné chef de corps du 4^{ème} régiment étranger à Castelnaudary (1993-1995). Entretemps, il participe à la formation des élèves officiers de l'Ecole militaire interarmes comme commandant de brigade à Coëtquidan pendant 2 ans (1982-1984).

Il assume enfin, au sein de l'administration centrale, les fonctions de chef du bureau presse (relations avec les journalistes) du service d'information et de relations publiques de l'armée de Terre (SIRPAT) de 1990 à 1993, puis est affecté à la Direction du renseignement militaire (DRM) de 1996 à 2001 où il aura notamment la responsabilité de la



sous-direction exploitation (1999-2001). Au cours de ces deux affectations, il sert respectivement en Arabie dans le cadre de l'opération Daguet et en Bosnie (IFOR puis SFOR) où il occupe le poste de chef des actions civilo-militaires au sein du ComFrance.

Breveté parachutiste (1970) et instructeur commando (1971), il est également breveté de l'Ecole supérieure de guerre (100^{ème} promotion de 1986 à 1988), auditeur de la 45^{ème} session du Centre des hautes études militaires (CHEM) et de la 48^{ème} session de l'Institut des hautes études de Défense nationale (IHEDN/1995-1996). Il est en outre titulaire d'un DEA d'histoire militaire et études de défense (université Paul Valéry de Montpellier). Il est nommé général de brigade en 1999 et quitte, à sa demande, le service actif en 2002.

De 2007 à 2010, il est ensuite délégué général de l'Union des associations de l'IHEDN (40 associations, régionales, nationales et européennes), puis président de l'ASAF (Association de soutien à l'Armée française) de 2009 à 2020. Depuis le 1^{er} janvier 2024, il est administrateur de l'Amicale des anciens des services spéciaux de la Défense nationale (AASSDN), chargé de la communication (site, revue et courts-métrages). Les 3 missions que se fixe cette Amicale sont : 1/ Honorer ses héros de l'ombre dont le patriotisme doit servir d'exemple aux Français d'aujourd'hui ; 2/ Contribuer à la défense des intérêts fondamentaux de la Nation afin de préserver la souveraineté de la France ; 3/ rassembler les anciens de la communauté du renseignement et renforcer ses liens avec l'ensemble des citoyens. Pour en savoir plus : <https://aassdn.org/amicale/>

L'INFLUENCE, UNE NOUVELLE FAÇON DE PENSER LA COMMUNICATION DANS LA GUERRE ECONOMIQUE

"Qu'est-ce qu'être influent sinon détenir la capacité à peser sur l'évolution des situations ? L'influence n'est pas l'illusion. Elle en est même l'antithèse. Elle est une manifestation de la puissance. Elle plonge ses racines dans une certaine approche du réel, elle se vit à travers une manière d'être-au-monde. Le cœur d'une stratégie d'influence digne de ce nom réside très clairement en une identité finement ciselée, puis nettement assumée. Une succession de "coups médiatiques", la gestion habile d'un carnet d'adresses, la mise en œuvre de vecteurs audacieux ne valent que s'ils sont sous-tendus par une ligne stratégique claire, fruit de la réflexion engagée sur l'identité. Autant dire qu'une stratégie d'influence implique un fort travail de clarification en amont des processus de décision, au niveau de la direction générale ou de la direction de la stratégie. Une telle démarche demande tout à la fois de la lucidité et du courage. Car revendiquer une identité propre exige que l'on accepte d'être différent des autres, de choisir ses valeurs propres, d'articuler ses idées selon un mode correspondant à une logique intime et authentique. Après des décennies de superficialité revient le temps du structuré et du profond. En temps de crise, on veut du solide. Et l'on perçoit aujourd'hui les prémices de ce retournement.

"L'influence mérite d'être pensée à l'image d'un arbre. Voir ses branches se tendre vers le ciel ne doit pas faire oublier le travail effectué par les racines dans les entrailles de la terre. Si elle veut être forte et cohérente, une stratégie d'influence doit se déployer à partir d'une réflexion sur l'identité de la structure concernée, et être étayée par un discours haut de gamme. L'influence ne peut utilement porter ses fruits que si elle est à même de se répercuter à travers des messages structurés, logiques, harmonieux, prouvant la capacité de la direction à voir loin et sur le long terme. Top managers, communicants, stratèges civils et militaires, experts et universitaires doivent croiser leurs savoir-faire. Dans un monde en réseau, l'échange des connaissances, la capacité à s'adapter aux nouvelles configurations et la volonté d'affirmer son identité propre constituent des clés maîtresses du succès".

Ce texte a été écrit lors du lancement de *Communication & Influence* en juillet 2008. Il nous sert désormais de référence pour donner de l'influence une définition allant bien au-delà de ses aspects négatifs, auxquels elle se trouve trop souvent cantonnée. L'entretien que nous a accordé le général Henri Pinard Legry va clairement dans le même sens. Qu'il soit ici remercié de sa contribution aux débats que propose, mois après mois, notre plate-forme de réflexion.

Bruno Racouchot
Directeur de Comes

Communication & Influence

UNE PUBLICATION DU CABINET COMES

Paris ■ Toronto ■ São Paulo ■ Porto Alegre

Directrice de la publication : Sophie Vieillard

Illustrations : Rossana

CONTACT

France (Paris) - North America (Toronto)

South America (São Paulo - Porto Alegre)

bruno@comes-communication.com

www.comes-communication.com



Quand la réflexion accompagne l'action